

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Cabinet du maire

10 juin 2020

Démenti sur l'implication de la police municipale de Vitry-sur-Seine sur les faits de violences policières commis à l'encontre de jeunes vitriots, le 26 mai dernier.

Ce matin, plusieurs supports médiatiques annonçaient, que des jeunes vitriots de 14 ans, ont subi des violences policières lors d'une interpellation datant du 26 mai dernier. Les faits se sont déroulés à la limite de Villejuif et de Vitry, sur la commune de Villejuif.

Selon ces articles, la police municipale de Vitry serait impliquée dans cette arrestation et également l'auteur des violences subies par ces jeunes vitriots.

Ce matin, une enquête a été demandée par le maire, auprès des services concernés. Il est avéré que la police municipale de Vitry n'est d'aucune manière mise en cause dans cette affaire.

« Il est inconcevable et extrêmement grave que des médias d'informations de grande audience, disposant d'une importante légitimité en France, puissent diffuser de fausses accusations. Cette désinformation porte préjudice aux services municipaux et à la ville de Vitry tout entière. De plus, face à ces événements, je tiens à dénoncer très fermement ces actes de violences policières commis à l'encontre de jeunes vitriots. Je veux assurer aux jeunes concernés et leurs familles qu'ils ont tout mon soutien et ma disponibilité pour tout appui dans cette épreuve. Je sais que la députée de la 10^{ème} circonscription, Madame Mathilde Panot, est intervenue à la demande des parents et qu'elle a saisi les autorités compétentes. Ces actes de violences policières sont inadmissibles et ne doivent pas rester impunis. Dans ce contexte de mobilisation internationale, déclenché par la mort tragique de Georges Floyd, je réaffirme également mon soutien à ce combat porté notamment en France par le « Comité vérité et justice pour Adama » depuis plusieurs années. », déclare Jean-Claude Kennedy, maire de Vitry-sur-Seine.